

États et sociétés durant la Première Guerre mondiale

Sylvain Bertschy, Philippe Salson (dir.), *Les mises en guerre de l'État. 1914-1918 en perspective*, Lyon, éditions de l'ENS, 2018, 362 p.

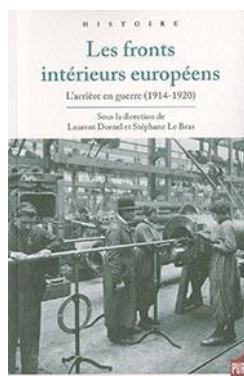
James Connolly, Emmanuel Debruynne, Élise Julien, Matthias Meirlaen (dir.), *En territoire ennemi 1914-1949. Expériences d'occupation, transferts, héritages*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, 231 p.

Laurent Dornel, Stéphane Le Bras (dir.), *Les fronts intérieurs européens. L'arrière en guerre (1914-1920)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 369 p.

Clotilde Druelle-Korn, *Food for Democracy ? Le ravitaillement de la France occupée (1914-1919) : Herbert Hoover, le Blocus, les Neutres et les Alliés*, Bruxelles, Peter Lang, 2018, 387 p.

Alain Chatriot

Dans la profusion des volumes qui ont accompagné la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, la question des « fronts intérieurs », du rôle des États et de l'évolution des sociétés n'a pas été beaucoup abordé en dehors de quelques approches pionnières. On peut donc se féliciter de la publication en 2018 de plusieurs actes de colloque sur cette thématique ainsi que d'un volume issu d'une habilitation à diriger des recherches qui éclaire un cas particulier, celui du ravitaillement de la France occupée.



Dans l'introduction du volume sur les « fronts intérieurs » européens, Emmanuelle Cronier et Stéphane Le Bras font un bon bilan de l'historiographie des approches des sociétés en guerre qui ne se limite pas au seul récit des expériences combattantes. L'intérêt de leur volume est de regrouper des approches sur différents pays européens afin de mieux appréhender les formes d'adaptation des économies et des groupes sociaux mobilisés dans le conflit. L'économie de guerre est abordée par les mondes ouvriers¹ (en y intégrant à raison les travailleurs coloniaux) en soulignant la spécificité de certaines industries dans des régions déterminées. Parmi les contributions rassemblées, plusieurs abordent les questions trop délaissées qui ont trait à l'agriculture et à l'alimentation : Nina Régis rappelle les enjeux de la

¹ Cf. sur cette question Laure Machu, Isabelle Lespinet-Moret, Vincent Viet (dir.), *1914-1918. Mains-d'œuvre en guerre*, Paris, La Documentation française, 2018.

qualité du pain dans une Allemagne marquée par le blocus des Alliés ; Mary Elizabeth Cox explique la création de l'indice Pelidisi par Clemens Pirquet à Vienne pour quantifier la privation nutritionnelle lors de la terrible sortie de guerre en Autriche ; Ernst Langthaler met quant à lui en perspective les raisons de cette « crise alimentaire intense » avec l'évolution de la production agricole et de la consommation dans l'Autriche-Hongrie en guerre ; et Iaroslav Golubinov présente un tableau de la question alimentaire dans la vie provinciale russe. D'autres textes réfléchissent à des aspects trop méconnus, comme les pratiques philanthropiques, ou aux situations de la Grèce et du Portugal dans le conflit.



Issu d'un colloque organisé par le Collectif de recherche de débat international sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18) en 2014, le volume sur les mises en guerre de l'État s'ouvre sur une ambitieuse introduction coécrite par Sylvain Bertschy, Philippe Salson et Blaise Wilfert-Portal qui mobilise Pierre Bourdieu, Michael Mann et Gérard Noiriel, mais qui est plus un retour sur les débats du CRID contre les approches centrées sur les « cultures de guerre » qu'une réflexion sur la manière dont la Première Guerre mondiale voit se reconfigurer les formes de l'action publique, des institutions et des administrations. Le monde scolaire est abordé par deux cas très différents : celui des normaliens mobilisés (avec une étude quantitative précise de Nicolas Mariot) et celui des structures scolaires dans la partie non occupée des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Sous le titre foucaldien « Discipliner » sont regroupés ensuite deux textes sur les « aliénés militaires » et les soldats condamnés. La troisième section associe une réflexion sur l'assistance aux populations à celle de leur contrôle. Le cas allemand de la ville de Fulda étudié par Marie-Bénédicte Vincent est intéressant car il permet, au-delà du terrain d'études, une bonne mise au point historiographique sur les évolutions de l'écriture allemande de l'histoire de la Première Guerre mondiale. Une contribution porte sur la création des « foyers du soldat » en Italie. Peggy Bette aborde pour sa part les politiques d'emplois réservés *via* le cas des veuves de guerre employées à la manufacture des tabacs de Morlaix sur la période qui va de 1914 à 1923.

La première section de la seconde partie regroupe deux textes qui s'intéressent à des enjeux économiques et aux formes d'intervention de l'État. Stéphane Le Bras scrute les réactions du négoce des vins languedociens, entrant ici en résonance avec plusieurs travaux récents sur la place du « pinard » durant le conflit². Pierre Chancelerel pour sa part étudie l'action du Bureau national des Charbons, parlant à son propos du « développement improvisé d'une administration hybride ». La thématique classique de la guerre comme « laboratoire » est abordée par une interrogation sur deux cas d'action de « réformateurs » : des médecins et la municipalité de Lyon sur la question de l'enseignement technique. La troisième section de cette seconde partie concerne des initiatives de « notables » à l'échelon municipal au travers de deux études, l'une sur la question de l'assistance aux démunis dans les communes occupées de l'Aisne et l'autre sur le cas de Bologne en Italie avec l'évolution de cette commune socialiste. Enfin, une contribution d'Alex Dowdall

² Christophe Lucand, *Le pinard des poilus. Une histoire du vin en France durant la Grande Guerre (1914-1918)*, Dijon, EUD, 2015 et Charles Ridet, *L'ivresse du soldat. L'alcool dans les tranchées 1914-1918*, Paris, Vendémiaire, 2016.

aborde l'important sujet du ravitaillement mais *via* les autorités locales des seules villes du front français.

La contribution de Blaise Wilfert est justement intégrée dans une section titrée « Contre-point » car elle diffère de la tonalité de la plupart des textes rassemblés. Plus théorique, ce papier intitulé « Première mondialisation, internationalisme gouvernemental et champ du pouvoir transnational » pose en son cœur une approche transnationale. Le résultat est riche même si la bibliographie est partielle sur le sujet – des compléments étaient possibles sur les réseaux techniques, sur l'internationalisme ouvrier, sur les milieux de la « paix par le droit »... À ce texte riche mais décalé par rapport aux monographies réunies dans le volume s'ajoutent deux conclusions successives. Le premier texte bref de Jean-François Chanet met en perspective le thème du colloque avec ces deux aspects d'entrée en guerre et de transformation des structures étatiques. La seconde conclusion rédigée par les codirecteurs revient sur la notion d'« étatisation des sociétés » (sans convaincre totalement dans l'usage de cette catégorie) et constate l'ampleur des recherches encore à mener.



Un autre volume, codirigé par une équipe internationale qui regroupe des universitaires britanniques, belges et français, propose une réflexion sur les situations d'occupation durant les deux guerres mondiales. Pour rester dans l'angle choisi pour cette recension, on ne commente pas les contributions concernant la Seconde Guerre mondiale, même si l'ouvrage réfléchit intelligemment aux héritages et aux transferts du premier conflit sur le second – l'ombre portée de l'occupation en Belgique entre 1914 et 1918 étant particulièrement vive. Les cas présentés dans ce livre concernent principalement la Belgique et le Nord de la France et révèlent un aspect du premier conflit mondial souvent oublié, celui des cas de « rapprochements avec l'ennemi » dans les zones occupées suivis d'épuration lors de la sortie de guerre.

Concernant ce même espace géographique, le livre de Clotilde Druelle-Korn issu du manuscrit de son habilitation à diriger des recherches apporte beaucoup de connaissances neuves. L'approche du ravitaillement de la France occupée naît ici non d'une préoccupation pour ce territoire³ mais pour l'organisme en charge de cette politique très originale : la Commission for Relief in Belgium (CRB) pilotée par l'Américain Herbert Hoover. Le livre repose sur des dépouillements importants des archives du ministère des Affaires étrangères, des services historiques de la Défense, du centre des archives économiques et financières et surtout du considérable fonds de la CRB conservé aux Hoover Institution Archives à Stanford University (près de 600 cartons). Comme le montre la diversité de ces sources, l'ouvrage s'inscrit à l'intersection de plusieurs historiographies : l'histoire de l'humanitaire, celle des relations internationales, des États-Unis, des opinions publiques et de l'histoire économique et financière.

³ L'approche est donc complémentaire de l'intéressant volume de Stéphane Lembré, *La guerre des bouches. Ravitaillement et alimentation à Lille 1914-1919*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

Organisé suivant un plan principalement chronologique, le livre explique d'abord comment naît en octobre 1914 la CRB entre Bruxelles et Londres dans le cadre d'une mobilisation des milieux diplomatiques. Hoover, un ingénieur de 40 ans, est alors installé dans la capitale britannique. C'est un *businessman* engagé marqué par le quakerisme. Pour pouvoir ravitailler les populations occupées, il faut contourner le blocus imposé par les Alliés aux puissances ennemies. Tout en montrant les ambiguïtés de ce blocus, l'historienne éclaire de manière importante la centralité des pays restés neutres, et en particulier les Pays-Bas. Elle ne cache pas non plus ce qu'elle nomme la « coordination chaotique des acteurs du ravitaillement » en 1915 et 1916, phénomène accentué par les premières difficultés de ravitaillement à l'échelle des Alliés avec des crises du fret causées par la guerre sous-marine menée par l'Allemagne. L'étude ne se limite pas aux relations diplomatiques mais s'intéresse aussi aux pratiques de la CRB dans le Nord avec son organisation administrative et la création de comités locaux. La situation est plus complexe à partir du printemps 1917 avec l'entrée dans une guerre totale où la question de l'alimentation est une arme clairement utilisée et les États-Unis devenus belligérants (les délégués américains de terrain sont alors remplacés par d'autres restés neutres, hollandais et espagnols). En août, Hoover est nommé officiellement *Food Controller* et il poursuit son action en continuant de présider la CRB. L'organisation des relations entre Alliés passe alors par le rôle du *Wheat Executive* où l'on retrouve aussi bien des débats sur l'organisation matérielle du transport du blé que les enjeux du financement du ravitaillement. Un dernier chapitre conclusif s'intéresse au rôle maintenu de la CRB après l'armistice et l'historienne conclut que la CRB « était devenue le prototype et le modèle de l'intervention états-unienne en Europe : une intervention de type humanitaire, servant un idéal qui n'était nullement contradictoire dans l'esprit de ses dirigeants avec la protection des intérêts économiques et politiques américains. L'outil avait progressivement pris dans l'esprit de Hoover, et sans doute de l'Administration Wilson, un sens politique plus large » (p. 333).

Ces différents volumes témoignent de l'intérêt des approches d'histoire sociale et économique du premier conflit mondial. Les angles choisis mineurent parfois un peu certains enjeux de l'histoire politique mais on perçoit bien qu'au-delà du renouvellement historiographique majeur autour du combat et des combattants, il reste encore beaucoup à comprendre sur le choc provoqué par cette guerre totale dans les différentes sociétés.